

GUELMA

L'hécatombe
routière continue,
30 morts depuis
le 1^{er} janvier

Les accidents de la route dans la wilaya de Guelma font des victimes et causent des dégâts matériels importants, a rapporté jeudi dernier le communiqué de la Protection civile de la wilaya.

Selon la cellule de communication de cette structure, quelque 1 089 accidents ont eu lieu du 1^{er} janvier au 30 septembre de l'année en cours, soit une augmentation de 12, 03% en 9 mois (972 en 2013) et 30 personnes ont trouvé la mort dans la même période (29 en 2013). Le nombre de blessés a atteint 1 240 cette année, soit une hausse de plus de 18% (1 048 en 2013), précise notre source.

S'agissant des causes à l'origine de ces accidents, les différents rapports émanant des services concernés (police, gendarmerie, Protection civile) indiquent que le non-respect du code de la route et les infrastructures existantes (RN20 et 21...) sont toujours présentés comme les principales causes des accidents routiers dans la wilaya de Guelma.

Toutefois, le facteur humain demeure à un pourcentage écrasant, à l'origine de cette hécatombe routière, qui ne cesse de faire des victimes dans cette région.

Noureddine Guergour

La police dresse
son bilan

Le bilan des activités des services de police de Guelma pour le mois de septembre dernier, dévoilé cette semaine par la cellule de communication de la Sûreté de wilaya, a pu être décortiqué.

Des chiffres qui décrivent l'évolution des crimes et délits dans cette wilaya, mais dont la première traduction n'est guère réjouissante : crimes et délits contre les personnes (131 affaires), infractions financières et délits contre les biens et la chose publique (56 affaires), délit contre l'ordre de la famille et la moralité publique (3 affaires), et trafic de stupéfiants (7 affaires). S'y ajoutent 47 affaires ayant trait à divers caractères. De même, les enquêteurs de la police judiciaire de Guelma, chargés de ces dossiers, ont réussi à identifier les suspects.

En effet, 281 personnes dont 42 mineures, impliquées dans ces différents délits, ont été interpellées durant la même période. Parmi elles, 47 ont été placées en détention provisoire par le magistrat instructeur.

Des chiffres, décidément, alarmants. Mais indispensables pour savoir comment y remédier et remonter la pente.

N. G.

DRAME FAMILIAL À SIDI-AMAR (ANNABA)

Une mère tueuse placée
sous mandat de dépôt

La mère de famille, si elle mérite encore ce titre après ce qu'elle a commis en date du 20 octobre courant à Sidi-Amar, wilaya de Annaba, à l'encontre de sa progéniture, a été placée ce dernier jeudi sous mandat de dépôt par le juge d'instruction du tribunal d'El Hadjar.

Homicide volontaire contre son bébé et tentative d'homicide volontaire à l'encontre de ses deux garçons, c'est ce qui lui est reproché après son audition.

Cette affaire met en cause une mère qui a tué son bébé et tenté de faire de même avec ses deux autres enfants.

Habitant la commune de Sidi-Amar, la mise en

cause a étranglé de ses mains ses trois enfants (un bébé de sexe féminin 8 mois et deux garçons âgés de 4 et 7 ans).

Dans un premier temps, elle avait essayé de les asphyxier à l'aide d'une bombonne de gaz butane. Mais voyant que cette façon de procéder prenait beaucoup de temps, elle s'est servie de ses propres mains pour accomplir son

geste funeste, tuant sur le coup son frêle bébé et manquant de peu de faire de même avec ses deux garçons, physiquement plus résistants.

Elle a été arrêtée par les policiers à la polyclinique de Sidi-Amar où elle avait emmené ses enfants, croyant leur porter secours après son geste démoniaque.

Le médecin, spécialiste en psychiatrie l'ayant auscultée, avait déclaré qu'elle était en possession de toutes ses facultés mentales. Lors de son interrogatoire, elle dira qu'elle ne pouvait plus prendre en

charge ses enfants. Elle ne les supportait plus, a-t-elle affirmé.

Pourtant, elle n'est ni veuve et encore moins divorcée. Elle vivait normalement avec son mari et ses trois enfants. L'un est décédé et les deux autres se trouvent présentement sous surveillance médicale à la clinique pédiatrique Sainte-Thérèse.

Cette affaire d'assassinat et de tentative d'assassinat, a mis en émoi, non seulement les habitants de cette commune mais l'ensemble de ceux de la wilaya de Annaba.

A. Bouacha

EL TARF

Le problème de développement communautaire
compromis, faute de participation
des communes

Une dizaine de projets relevant du programme de développement communautaire (DEV-COM), octroyés à la wilaya d'El Tarf au titre de l'exercice 2013-2014, «peinent à être concrétisés», a indiqué, hier, la directrice de l'Action sociale (DAS), Khadidja Bouchakour.

Ce programme générateur d'emplois, d'un montant global de 32 millions de dinars, risque même d'être supprimé en raison de la non-participation des communes qui en ont bénéficié, a souligné cette responsable.

M^{me} Bouchakour a expliqué, à ce propos, que les communes bénéficiaires, en l'occurrence Oued Zitoun, Bougous, Ben M'hidi et Chbaïta-Mokhtar, n'ont pas versé les 10% comme prévu par ce dispositif qui vise, pourtant, la concrétisation d'une série de projets «répondant aux préoccupations maintes fois exprimées par la population, notamment en matière de désenclavement (pistes), de renforcement de l'AEP et de réalisation de réseaux d'assainissement».

Ajoutant qu'un seul projet permet la création de 13 emplois, pour

un montant de 4 millions de dinars, la DAS a exhorté les élus à apporter, dans les délais, leur contribution, «condition sine qua non à la concrétisation de cet ambitieux programme».

La wilaya d'El Tarf a bénéficié, pour l'exercice 2014, d'un montant de 200 millions de dinars destiné à la création de 1.910 emplois, tous programmes confondus, a par ailleurs fait savoir la même responsable, mettant en exergue les efforts de l'Etat au profit du secteur de l'action sociale.

APS

MÉDIAS

Une maison de la presse en perspective à El Tarf

Lors d'une sympathique cérémonie organisée au niveau de la grande salle des hôtes, le premier responsable de l'exécutif, M. Mohamed Lebka, s'est engagé à ouvrir de plus en plus les sources d'information aux représentants locaux de la presse écrite.

Le wali s'est dit partisan d'une presse professionnelle respectant l'éthique et la déontologie et œuvrant

inlassablement pour le bien de la collectivité.

«Je m'engage à lancer le projet de la Maison de la presse. Un projet qui me tient à cœur pour perpétuer une tradition dans ce domaine pour les générations futures», a-t-il affirmé.

Ensuite, un échange d'idées et de points de vue, à bâtons rompus, s'est instauré entre le wali et les journalistes locaux sur particulièrement, l'ouverture des sources d'informations pour mieux informer la popula-

tion sur son devenir en matière de développement et les perspectives de la wilaya dans tous les secteurs.

Le wali a fait, par ailleurs, un tour d'horizon sur tout ce qui a été réalisé depuis qu'il a pris les rênes de la wilaya, depuis une année exactement, soit le 24 octobre.

«J'organiserai un point de presse pour faire le bilan du travail accompli depuis une année», a-t-il promis.

Daoud Allam